La naissance et le difficile essor du mouvement pacifiste démocratique italien (1885-1911)

Lucio D'Angelo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8061>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 33-46

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Lucio D'Angelo, « La naissance et le difficile essor du mouvement pacifiste démocratique italien (1885-1911) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8061>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

La naissance et le difficile essor du mouvement pacifiste démocratique italien (1885-1911)

Lucio D'Angelo

- 1 À partir de la moitié des années 1880, avant même l'émergence d'un pacifisme d'origine socialiste, d'un autre d'orientation anarchique et, successivement et de manière bien plus timide, d'un pacifisme de tendance catholique, on assista à la formation d'un mouvement pacifiste organisé de nature radicale, républicaine et libérale progressiste, expression des forces politiques et culturelles qui, en Italie, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle était désigné sous le nom de « Démocratie ».
- 2 Officiellement, la première association pacifiste démocratique italienne fut la *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin, fondée en 1885¹. Pourtant, pendant cinq ans, celle-ci ne représenta de fait guère plus qu'un cercle de détente au nombre restreint de membres. Ce ne fut qu'à partir de la fin du printemps 1890, après avoir été réorganisée et élargie, après avoir pris provisoirement le nom de *Lega per la pace e l'arbitrato internazionale* et après avoir élu comme président le dynamique Gian Giacomo Arnaudon², conseiller municipal libéral progressiste de Turin, qu'elle commença à exercer son activité concrète de propagande et de prosélytisme, notamment grâce à la publication commencée en mars 1891, sur initiative d'Arnaudon et du conseil de direction, d'une petite revue, « La Pace », laquelle, bien qu'elle ne parut que pendant deux ans, jusqu'à la mort d'Arnaudon en 1893, et à des cadences assez irrégulières, s'avéra être un support assez efficace pour la divulgation des idéaux « pacifiques »³. Parmi les présidents de l'association turinoise, le plus célèbre est sans doute l'économiste Achille Loria, dont le mandat dura de décembre 1908 aux années de la Grande Guerre.
- 3 Le 3 avril 1887, l'*Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale*, la société pacifiste la plus importante et la plus active d'Italie, vit le jour à Milan en tant que section de l'*International Arbitration and Peace Association*⁴, créée sept ans plus tôt à Londres par l'anglais Hodgson Pratt. Elle fut présidée initialement par le républicain Francesco

Viganò, qui bénéficia de la précieuse collaboration de l'ex-député radical et ex-garibaldien Angelo Mazzoleni, secrétaire de l'association jusqu'à son décès en 1894. En 1891, à la mort de Viganò, la direction de l'association milanaise passa aux mains du plus éminent pacifiste italien, le radical et ex-garibaldien Ernesto Teodoro Moneta, qui était dans ces années-là le directeur de l'un des plus grands quotidiens du Royaume, *Il Secolo* de Milan. D'ailleurs, en 1878, Moneta avait déjà fondé dans le chef-lieu lombard, en accord avec le journaliste radical Carlo Romussi et le géographe et journaliste républicain Arcangelo Ghisleri, la *Lega di libertà, fratellanza e pace*, qui représenta le premier noyau autour duquel neuf ans plus tard prit forme l'*Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale*.

- 4 Quelques jours seulement après l'*Unione lombarda*, fut créée à Rome l'*Associazione per l'arbitrato e per la pace internazionale*. Cette dernière était affiliée à l'*International Arbitration and Peace Association*⁵, dont le premier président fut, jusqu'à sa disparition en 1895, le député libéral modéré Ruggiero Bonghi.
- 5 En 1888 à Padoue fut mis sur pied un comité pour la paix, tandis que l'année suivante une association pacifiste naquit à Florence, présidée par le sénateur libéral conservateur Carlo Alfieri di Sostegno, et une autre deux ans plus tard à Venise, avec la présidence du député libéral modéré Beniamino Pandolfi di Guttadauro.
- 6 C'est également en 1890 que fut instituée à Palerme, sur initiative du juriste Giuseppe D'Aguanno, une association d'abord dénommée *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* puis, une dizaine d'années plus tard, *Società « Pro Pace »*. Après deux ans de présidence du sénateur libéral conservateur Andrea Guarneri, ex-vice-président du Sénat, la direction de la société palermitaine passa à D'Aguanno lui-même, qui l'abandonna au bout de quelques années seulement. La dernière personne à exercer la présidence fut Elvira Cimino, élue en 1905, la première femme à la tête d'une association « pacifique » en Italie.
- 7 En mai 1892 fut fondée la *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* de Pérouse, qui eut le même président tout au long de sa vie, le radical et ex-garibaldien Leopoldo Tiberi⁶.
- 8 Enfin, il faut mentionner la fondation, au mois de mai 1896, grâce essentiellement à la volonté d'Edoardo Giretti, petit industriel de la soie piémontais et futur député radical de 1913 à 1919, du *Comitato per la pace* de Torre Pellice, qui jusqu'en 1900 fut présidé par Giretti lui-même – le dirigeant du mouvement italien pour la paix le plus éminent après Moneta – auquel succédèrent trois Vaudois : d'abord Eliseo Costabel, puis en 1902 Naïf Tourn et enfin Mario Falchi en 1909⁷.
- 9 Dans l'ensemble, à la fin du printemps 1896, au moment de la naissance du *Comitato per la pace* de Torre Pellice, l'Italie comptait environ une quinzaine de sociétés ou comités pacifistes bourgeois⁸, tous concentrés dans les régions septentrionales et centrales, à l'exception de l'association palermitaine, suivie seulement en 1910 de la *Federazione meridionale della pace*, fondée à Naples par l'enseignant républicain Domenico Maggiore. Ce nombre, en vérité, n'est pas très élevé, mais, somme toute, il n'est que légèrement inférieur à celui des consœurs françaises, qui étaient à la même époque moins d'une vingtaine⁹.
- 10 Un grand pas en avant sur le plan de l'organisation fut accompli en 1907, au III^e Congrès national des sociétés pour la paix, réuni à Pérouse au cours de la deuxième moitié de septembre, durant lequel fut établie la constitution de la *Federazione delle società italiane della pace*, avec Moneta comme président et Tiberi comme secrétaire¹⁰.

- 11 Revenons au *Comitato per la pace* de Torre Pellice, il mérite attention car il fut l'une des associations pacifistes italiennes les plus actives. Torre Pellice, petite ville de la province de Turin à proximité de Pignerol, était et est encore le centre du valdisme italien. Cela signifie que le *Comitato per la pace*, bien que ses membres, à commencer par Giretti, ne fussent pas tous de religion vaudoise et ne résidassent pas tous dans les Vallées vaudoises, se constitua autour d'une communauté – la communauté vaudoise précisément – au sein de laquelle, en raison des persécutions subies depuis la moitié du XVI^e siècle, le sens de la paix, le refus du militarisme et le rejet de toute forme de tyrannie et d'abus étaient profondément enracinés. C'est aussi pour cette raison qu'il eut dès sa fondation un nombre considérable d'inscrits, qui, de plus, s'accrut de manière continue au fil des ans. En comparaison avec les autres sociétés pacifistes démocratiques italiennes, il se caractérisait en particulier par un rapport très élevé entre le nombre total d'affiliés et l'ensemble de la population de l'aire géographique où le Comité exerçait son activité. À ce propos, la comparaison est significative avec le nombre de membres de trois des principales associations « pacifiques » italiennes, l'*Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale* de Milan, la *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin et la *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* de Pérouse, lesquelles non seulement étaient nées quelques années avant le *Comitato per la pace* de Torre Pellice, mais avaient en outre leur siège social dans des centres urbains comptant un nombre d'habitants de loin supérieur à celui des Vallées vaudoises (Val Pellice et Val Germanasca) et de Pignerol et ses environs (Val Chisone). L'association de Torre Pellice arriva ainsi à comptabiliser jusqu'à plus de 300 membres, tandis que la société milanaise se maintint toujours bien en-dessous des 800 adhérents, que celle de Turin dépassa de peu les 400 associés et que celle de Pérouse ne réussit jamais à s'approcher des 200 membres, bien qu'il faille ajouter à ces derniers les 100 inscrits et plus de huit comités locaux ombriens dépendant de l'association du chef-lieu¹¹.
- 12 Toutes les plus grandes associations pacifistes démocratiques italiennes furent donc constituées lors des quinze dernières années du XIX^e siècle, c'est-à-dire durant les années cruciales de ce que les historiens dénomment couramment « l'âge de l'impérialisme », au cours desquelles presque toutes les grandes et moyennes puissances européennes se lancèrent dans une course effrénée pour la conquête de possessions coloniales de plus en plus vastes, menaçant à plusieurs reprises, par leur comportement agressif dépassant toute mesure, la paix internationale. On peut néanmoins faire une autre remarque. La *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin fut fondée peu de temps après l'occupation du port de Massawa par les troupes italiennes, qui marqua le début de l'expansionnisme colonial de l'Italie ; l'*Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale* moins de dix semaines après la défaite de Dogali ; la *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* de Pérouse après qu'émergèrent, à partir de février 1891, des tensions de plus en plus fortes entre le négus de l'Éthiopie, Ménélik II, et le gouvernement de Rome, qui, en s'appuyant sur une interprétation controversée de l'article 17 du traité d'Ucciali, signé en mai 1889, voulait imposer le protectorat italien sur le Royaume d'Éthiopie ; le *Comitato per la pace* de Torre Pellice, enfin, fut créé moins de trois mois après la défaite d'Adua. Ainsi, les quatre principales sociétés pacifistes « officielles » italiennes virent le jour soit lorsque le début de la politique d'expansion coloniale laissait présager une augmentation drastique des dépenses militaires et, par conséquent, l'aggravation considérable de la pression fiscale pesant sur les contribuables italiens, soit immédiatement après que les douloureuses défaites militaires subies en Afrique eurent clairement démontré que la

tentative de s'emparer de territoires sur le continent africain ne portait qu'à un immense gaspillage d'argent public et, dans le même temps, à la perte de nombreuses vies innocentes, sacrifiées pour une entreprise de nature purement impérialiste qui ne pouvait offrir aucun bénéfice concret au pays.

- 13 S'il est vrai que les événements africains furent déterminants pour la naissance des premières et des plus importantes associations « pacifiques » italiennes, on ne peut pas occulter le fait que celle-ci se produisit dans un contexte philosophique et juridique très fertile, qui donna aux instances pacifistes une dimension allant bien au-delà de la pure réaction émotive face à certains choix de politique étrangère. Les dernières décennies du XIX^e siècle sont en effet les années de la diffusion du positivisme évolutionniste et de sa foi inconditionnelle dans le progrès sans fin des connaissances scientifiques et dans les potentialités quasi illimitées des sciences expérimentales. De cette foi dérivait la conviction non moins ferme que, grâce à l'extension de la méthode des sciences positives aux différents champs du savoir, l'évolution de la société serait ininterrompue et harmonieuse, le développement des activités de production rapide et constant et le bien-être matériel à la portée de tranches de population de plus en plus larges : autant d'aspects au regard desquels les guerres, et leur cortège tragique de morts, dévastations, haines et désirs de revanche, ne pouvaient constituer qu'un facteur de graves perturbations, de fort ralentissement et même de blocage total ou partiel, et ne pouvaient donc représenter que quelque chose, non seulement de profondément néfaste et inhumain, mais aussi d'irrationnel, anachronique et régressif. Selon les préceptes positivistes, la science pouvait progresser, et ce rapidement, à condition que la paix ne fût pas troublée. Ainsi, l'avancement scientifique était vu comme une raison largement valable pour bannir les conflits armés et, par voie de conséquence, comme un moyen extrêmement efficace d'endiguer la violence et de rendre possible la cohabitation pacifique des États. Toutefois, la réalité se révéla bien différente des attentes, puisque ce furent précisément les progrès technologiques qui, en mettant à la disposition des grandes puissances européennes des armes de plus en plus létales et destructives, concoururent à les entraîner d'abord, à la fin du XIX^e siècle, dans une politique d'expansion coloniale arrogante, puis, au cours de l'été 1914, à la suite de la formation de deux blocs opposés, au combat frontal, avec des effets dramatiques sans précédents. Au final, la science finit par être asservie non pas à la cause de la paix, mais bien à celle de la guerre¹².
- 14 C'est également au cours des dernières décennies du XIX^e siècle que, dans un climat de confiance croissante à l'égard des sciences sociales, les spécialistes du droit international s'efforcèrent eux aussi de définir plus précisément tant le domaine théorique et pratique de leur discipline que ses contenus doctrinaires, reconnaissant notamment dans l'institution de l'arbitrage international, rendu nécessairement obligatoire et étendu à tout type de conflit, l'instrument juridique capable de résoudre les controverses entre les États et, par conséquent, du moins en théorie, de prévenir les guerres. Aux yeux des « défenseurs de la paix », l'arbitrage international et, plus généralement, l'élaboration d'un code de droit international régissant de manière réfléchie les rapports entre États-nations et empêchant ainsi tout type d'abus apparurent aussitôt comme des idées extrêmement convaincantes et leur force d'attraction fut telle qu'au sein même de la dénomination sociale de la plupart des associations pacifistes créées sur le continent européen entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e le concept d'« arbitrage international » fut inséparablement lié à celui de

« paix ». Bien encore, dans les statuts de toutes les sociétés « pacifiques » nées dans ces années-là le recours à la sentence d'un tribunal arbitraire était désigné, non sans optimisme et avec une bonne dose de naïveté, comme le principe juridique par excellence auquel il fallait rigoureusement se conformer pour garantir la paix entre les peuples¹³.

- 15 Pour toutes ces raisons, ce n'est certainement pas un hasard si le pacifisme bourgeois du XIX^e siècle, pas seulement en Italie, fondé sur des bases idéologiques caractérisées par des canons rationalistes, antimétaphysiques et pragmatiques, commença à entrer en crise au moment où, dans les premières années du nouveau siècle, s'imposèrent en Italie et en Europe des lignes de pensée d'inspiration clairement néo-idéaliste, spiritualiste, irrationaliste ou vitaliste, lesquelles, à travers la remise en cause de ses fondements culturels, finirent par le rendre moins attractif, en lui aliénant de nombreuses sympathies, en portant irrémédiablement atteinte à sa cohésion et enfin en compromettant inéluctablement ses capacités d'action.
- 16 En ce qui concerne la composition sociale des différentes associations italiennes pour la paix, les dirigeants et les membres provenaient des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie et du monde de la culture.
- 17 Les femmes étaient particulièrement présentes au sein du pacifisme démocratique italien, à l'instar d'ailleurs de ce qui se passait dans tout le mouvement pacifiste international. Cela s'explique notamment par le fait que, au-delà du sentiment instinctif de répulsion à l'égard des horreurs de la guerre, un certain nombre de femmes appartenant à la bourgeoisie cultivée étaient vraisemblablement enclines à voir dans l'engagement pour la paix un moyen d'émancipation sociale, l'un des rares dont elles pouvaient bénéficier à l'époque. Là encore se distinguait le *Comitato per la pace* de Torre Pellice, qui comptait toujours au moins un tiers de femmes dans son conseil de direction¹⁴. Certaines sociétés, comme celles de Palerme et de Turin, instituèrent en leur sein une section féminine. Quatre associations eurent même une femme présidente, fait absolument insolite dans l'Italie de ces années-là : la *Società « Pro Pace »* de Palerme, déjà mentionnée, qui élut en 1905 à sa présidence Elvira Cimino ; la *Società per la pace* de Côme, née en 1909 comme section de l'*Unione lombarda*, qui fut présidée par Anna Perti Casnati ; la *Società delle giovinette italiane per la pace*, fondée au début de l'année 1909 à Milan et transformée en 1910 en *Società della gioventù italiana per la pace*, laquelle eut comme présidente la jeune écrivaine et journaliste Rosalia Gwis Adami ; enfin, la *Società operaia pro arbitrato e disarmo* de Milan, la dernière association italienne pour la paix à voir le jour, présidée par Alma Dolens, nom de bataille de Teresita Bonfatti Pasini. La *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin, quant à elle, confia pendant de nombreuses années le secrétariat à Luisa Mussa.
- 18 Au-delà du fait qu'elle eut une femme à sa tête et qu'elle fut la dernière née dans le panorama pacifiste italien, il convient de mentionner la *Società operaia pro arbitrato e disarmo* pour une autre particularité digne d'intérêt. Constituée entre juillet et août 1911, à la veille de la guerre en Libye, dans le but de servir de contrepoids, à Milan, à l'*Unione lombarda*, jugée trop modérée, elle était la seule parmi les associations pacifistes « officielles » italiennes à avoir une base majoritairement ouvrière, comme le suggère d'ailleurs son nom. Ses membres, en effet, étaient quasiment tous des travailleurs manuels inscrits à la Chambre du Travail de Milan et quasiment tous de sensibilité socialiste réformiste, à commencer par Alma Dolens, par le vice-président Carlo Dell'Avalle, secrétaire depuis 1906 de la Chambre du Travail et l'une des figures les plus

éminentes du socialisme réformiste milanais, et par le secrétaire, Ernesto Ghezzi, l'un des dirigeants les plus respectés de la Fédération socialiste milanaise et futur député de 1919 à 1921. Les membres du comité de direction eux-mêmes étaient tous des dirigeants de la Chambre du Travail de Milan¹⁵.

- 19 Comme dans le cas des femmes, toutes les sociétés « pacifiques » italiennes, à l'exception du *Comitato per la pace* di Torre Pellice, se caractérisaient par une forte présence franc-maçonne. Parmi ceux qui appartenaient sans aucun doute à la franc-maçonnerie, parfois même à un échelon assez élevé, on compte Tiberi, Ghisleri, Enrico Bignami, Arnaudon, Romussi, Viganò et Pandolfi. Mais il n'est pas exclu que Moneta en fit lui aussi partie. Cela facilita l'instauration de rapports très solidaires non seulement entre les différentes associations nées en Italie, mais aussi entre ces dernières et celles des autres pays, au sein desquelles le nombre de dirigeants et de membres francs-maçons était également notable¹⁶.
- 20 Les moyens utilisés pour diffuser les principes de paix et d'arbitrage international et pour tenter de faire comprendre la nécessité d'une réduction drastique des dépenses militaires furent des plus variés. Tout d'abord, très souvent, lorsqu'éclatait une guerre locale ou lorsque se produisait un événement susceptible de menacer la paix internationale, les organes de direction des différentes associations pacifistes approuvaient des ordres du jour de protestation et, le cas échéant, de dénonciation des responsabilités, lesquels étaient ensuite communiqués aux journaux qui relayaient l'information. Par ailleurs, le recours à des tracts ou à des affiches de rue était fréquemment utilisé pour lancer des appels en faveur de la paix.
- 21 Il n'était pas rare qu'on organisât des conférences tenues par une seule personnalité mais aussi des véritables comités prévoyant la participation de plusieurs orateurs, durant lesquels, pour attirer le plus de monde possible, les discours d'occasion étaient très souvent suivis de la récitation de vers composés généralement par l'un des inscrits et de l'interprétation de romances tirées d'œuvres lyriques : un trait précurseur de l'esprit animateur des concerts de musique *rock* ou *pop* qui caractériseront entre 1964 et 1975 aux États-Unis les manifestations publiques contre la guerre du Vietnam. Souvent les textes des conférences et des discours prononcés lors des réunions pour la paix étaient publiés ensuite sous forme d'opuscules, que l'on essayait de diffuser également en dehors de l'environnement purement local.
- 22 Un autre événement d'importance, aux fins de la divulgation des idéaux « pacifiques », fut la décision du groupe dirigeant de l'*Unione lombarda* d'installer, dans les espaces réservés aux Expositions Universelles de Milan de 1894 et de 1906, un « Padiglione della pace ». L'intention était non seulement d'attirer l'attention sur le lien qui unissait ou, plutôt, qui semblait unir la consolidation de la paix et les conquêtes scientifiques, célébrées lors des deux grandes expositions milanaises, mais aussi d'illustrer, au moyen de matériel iconographique de toutes sortes, le parcours du mouvement pacifiste italien et international et de faire connaître ses objectifs.
- 23 Comme outil de propagande, aussi bien la *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* de Pérouse que l'*Unione lombarda* publièrent un almanach. L'association ombrienne le fit seulement pendant cinq ans, à partir de la fin de l'année 1893 jusqu'aux dernières semaines de 1897, c'est-à-dire de l'almanach 1894 à celui de 1898. Le premier parut sous le titre de *Almanacco umbro della Pace*, les quatre autres sous celui de *Il Pensiero umbro*. L'*Unione lombarda*, en revanche, publia son petit annuaire illustré pendant beaucoup plus longtemps, des dernières semaines de 1889 au soir de 1936, autrement dit de l'almanach

1890 à l'almanach 1937, avec comme titre au début, de 1890 à 1892, *L'Amico della Pace*, puis, de 1893 à 1898, *Giù le Armi!*, de 1899 à 1900, *Bandiera bianca*, de 1901 à 1905, *Leggetemi!*, et de 1906 à 1937, *Pro Pace*. Outre le calendrier de l'année à venir, quelquefois la liste des principales fêtes, les publicités commerciales en tous genres, ces petits annuaires contenaient de brefs articles, souvent signés par quelques-uns des hommes les plus représentatifs du monde culturel italien ou par des éminents pacifistes étrangers, dans lesquels étaient vantés les avantages politiques, économiques et sociaux de la coexistence pacifique des États, décriées les horreurs de la guerre et invoquée, pour le bien commun, la réduction des armements ou même le désarmement général. Ils contenaient encore de rapides réflexions sur la paix et la guerre, des poèmes d'inspiration pacifique, des nouvelles ou bien des extraits d'œuvres littéraires, de mémoires ou de journaux décrivant les atrocités des conflits armés et, dans les dernières pages, la liste complète des membres du comité de direction et des associés. La décision de la société milanaise de publier chaque année un almanach se révéla être un choix heureux, puisque grâce à leur vivacité, leur ton vulgarisateur et leur prix très bas, les annuaires illustrés réussirent à avoir, dans l'ensemble, une bonne diffusion, contribuant ainsi à l'obtention de nombreuses adhésions à la cause pacifiste et antimilitariste.

- 24 Certaines associations pour la paix éditèrent même leur propre revue, qui dans quelques cas n'était certes guère plus qu'un bulletin d'information. La première à le faire fut la société palermitaine, qui commença en janvier 1891 à publier le mensuel *La Libertà e la Pace*, lequel continua de paraître jusqu'en 1899.
- 25 Trois mois plus tard ce fut au tour de l'association turinoise, qui édita d'abord, pendant deux ans, à périodicité variable, *La Pace*, puis, de 1899 à 1900, le bihebdomadaire *Pro Pace*, devenu mensuel au début de l'année 1900, et enfin, entre 1909 et 1912, le bulletin trimestriel *Opera pacifista italiana*. C'est encore dans la capitale piémontaise que parut durant près de deux ans, de 1894 à 1895, un mensuel intitulé *I Pionieri della Pace*, que l'association homonyme liée à la *Società internazionale degli escursionisti* publia en collaboration avec la *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin.
- 26 La *Società per la pace e l'arbitrato internazionale* de Pérouse, pour sa part, transforma en 1899 *Il Pensiero umbro* d'almanach en bulletin d'information et de documentation, dont parurent jusqu'en 1904, à cause de difficultés financières persistantes, seulement quatre fascicules, au nombre de pages d'ailleurs très réduit et à la typographie plutôt négligée.
- 27 En 1905, enfin, la toute jeune *Società internazionale della pace* de Saint-Marin commença à publier le mensuel *La Voce della Pace*, devenu trimestriel en 1907 et paru jusqu'en 1909.
- 28 La publication de deux autres revues incisives ouvertement pacifistes fut promue, à titre exclusivement personnel, par deux des plus actifs représentants du mouvement italien pour la paix : le bihebdomadaire *La Luce del Pensiero*, publié à Naples par Domenico Maggiore entre 1908 et 1916, et le mensuel *Il Popolo pacifista*, que Paolo Baccari fit paraître à Bonefro, en province de Campobasso, de 1910 à 1916.
- 29 La revue pacifiste italienne de loin la plus importante fut toutefois le bihebdomadaire *La Vita Internazionale*, que Moneta fonda à Milan en janvier 1898 et dirigea jusqu'à sa mort, en 1918. Cette revue fut à tous égards la voix de l'*Unione lombarda*. Elle obtint très rapidement un vaste crédit, aussi bien en Italie qu'à l'étranger, au point qu'au fil des ans un très grand nombre de représentants majeurs du pacifisme démocratique italien

et plusieurs des plus grands noms du mouvement international pour la paix y publièrent des articles ou les textes de leurs discours.

- 30 De même que se tenaient chaque année des congrès universels pour la paix, on organisa aussi des congrès nationaux, au cours desquels les dirigeants des diverses associations pacifistes italiennes eurent la possibilité d'échanger leurs opinions sur les thèmes qui leur tenaient le plus à cœur et de discuter des choix les plus opportuns pour favoriser l'éducation à la paix et pour créer en Italie une solide culture « pacifique ». Cependant, cette opportunité ne fut jamais exploitée à fond. Au contraire, elle fut toujours peu et mal mise à profit.
- 31 Le premier de ces congrès se réunit à Rome du 12 au 16 mai 1889.
- 32 Les assises romaines de 1889 méritent d'être rappelées non seulement car elles initièrent la série mais aussi et surtout parce que durant celles-ci l'économiste Vilfredo Pareto mit pour la première fois en évidence, en Italie, le lien étroit qui existait – selon lui – entre le pacifisme et l'antiprotectionnisme¹⁷. Cette idée sera d'ailleurs soutenue quelques années plus tard, de manière encore plus résolue, marquée et prolongée, par Giretti, indompté défenseur des principes du libéralisme économique¹⁸. Selon Pareto et Giretti, l'élimination des barrières douanières et la défense de la paix étaient deux éléments complémentaires, comme les deux faces d'une même médaille. En effet, la liberté du commerce non seulement garantissait l'emploi plus rationnel et plus avantageux des ressources économiques mondiales et, par voie de conséquence, la répartition plus juste de la richesse entre les États, mais elle représentait aussi une barrière quasi insurmontable contre l'émergence et l'essor des égoïsmes nationalistes, qui débouchaient très souvent sur une politique étrangère agressive. La paix, à son tour, constituait la condition *sine qua non* pour permettre aux biens et aux capitaux de circuler sans encombre. En outre, plus les dépenses militaires et coloniales étaient importantes, plus s'alourdissait la charge fiscale qui pesait sur les contribuables. Or, cela signifiait pour les industries des coûts de production plus élevés et donc une plus grande difficulté à supporter la concurrence des produits étrangers.
- 33 Il s'ensuivit une longue interruption. Seulement 15 ans plus tard, sur initiative de Moneta et Giretti, après qu'au XII^e Congrès universel de la paix, tenu à Rouen et au Havre en septembre 1903, fut approuvée une résolution qui, afin de donner plus de vigueur à la propagande pacifiste, invitait à organiser régulièrement des réunions nationales des associations « pacifiques »¹⁹, la *Società per l'arbitrato internazionale e per la pace* de Turin mit sur pied, du 29 au 31 mai 1904, le II^e Congrès national des sociétés italiennes pour la paix. À la suite de ce dernier, un troisième congrès se tint à Pérouse, du 20 au 22 septembre 1907, un quatrième à Saint-Marin, du 1^{er} au 4 septembre 1908, un cinquième à Rome, du 2 au 6 décembre 1909, et le sixième et dernier à Côme, du 18 au 21 septembre 1910.
- 34 Après 1910, en partie à cause des restrictions financières, mais surtout en raison de la profonde fracture que l'expédition libyenne produisit au sein du mouvement « officiel » italien pour la paix, l'organisation d'autres assises nationales devint matériellement impossible.
- 35 À vrai dire, les bénéfices que le pacifisme démocratique italien sut tirer des cinq congrès qui se succédèrent entre 1904 et 1910 furent, dans l'ensemble, très modestes, mise à part la décision, prise lors de la réunion de 1907, de donner vie à la *Federazione delle società italiane della pace*. Ces congrès, en effet, se caractérisèrent chaque fois par le manque quasi-total de vues opposées, par la recherche systématique de solutions ne

mécontentant aucun des participants et par l'absence de propositions vraiment innovantes. De fait, ils se déroulèrent toujours de manière plate, monocorde, tendant à éluder les problèmes concrets pour se concentrer sur les questions théoriques, à propos desquelles il était beaucoup plus facile de parvenir au consensus.

- 36 Les sources de financement des associations « pacifiques » étaient celles auxquelles fait habituellement recours toute société à but non lucratif, c'est-à-dire les cotisations annuelles des associés et les contributions volontaires provenant de temps à autre de quelque dirigeant ou de quelque membre parmi les plus aisés. On comprend ainsi pourquoi, exception faite de l'*Unione lombarda*, qui reçut quelques legs généreux, les associations pacifistes italiennes, à différents moments et dans différentes mesures, finirent toutes par avoir des problèmes financiers et se virent donc contraintes à réduire les activités destinées à la divulgation de leurs idéaux.
- 37 Néanmoins, la principale limite du pacifisme « officielle » italien fut celle d'être resté toujours un mouvement d'élite et de n'avoir jamais recherché, sauf dans de rares cas, une quelconque entente avec les organisations ouvrières et avec le Parti socialiste, de manière à combattre plus efficacement les tendances militaristes et à parvenir à un enracinement profond des idées pacifistes dans la société italienne. En réalité, les socialistes italiens souhaitèrent à plusieurs reprises, dès le début des années 1890, la définition d'un pacte, quoique purement tactique, avec les secteurs les plus modernes, illuminés et dynamiques de la bourgeoisie italienne, et en premier lieu avec les sociétés pour la paix, dans le but de s'opposer au militarisme qu'ils considéraient comme le pivot et le rempart de la réaction et comme la principale cause de gaspillage d'argent public²⁰. Mais aucun type d'accord ne fut possible, à cause essentiellement des défiances ressenties par les pacifistes démocrates, qui suspectaient les socialistes de ne voir dans l'antimilitarisme rien d'autre qu'un stratagème pour démonter le système économique, social et politique bourgeois.
- 38 Parmi les dirigeants du mouvement italien pour la paix, le seul qui proposa explicitement une sorte d'alliance antimilitariste entre socialistes et pacifistes bourgeois fut Giretti, lors du congrès national de Turin de 1904²¹. Toutefois, son appel resta sans suite. De même, parmi les associations pour la paix, la seule qui, du fait de l'orientation politique de ses dirigeants, presque tous des socialistes réformistes, et de l'extraction sociale de ses inscrits, en majorité des ouvriers manuels, tenta de favoriser un rapprochement entre le pacifisme démocratique et le pacifisme socialiste fut la *Società operaia pro arbitrato e disarmo* de Milan. Mais ses tentatives n'aboutirent à aucun résultat, à tel point que même dans les années précédant le premier conflit mondial, tandis que l'Europe était assombrie par des nuages de guerre plus que jamais menaçants, personne ne parvint à donner corps à des formes de collaboration entre, d'un côté, les sociétés italiennes pour la paix et, de l'autre, les sections et les milieux socialistes, les chambres du travail, les ligues de résistance et les sociétés de secours mutuel.
- 39 Le fait est qu'il y avait entre les pacifistes démocratiques et les socialistes une divergence de fond. En effet, presque tous les socialistes considéraient le militarisme comme un phénomène de classe. En d'autres termes, ils voyaient dans l'armée le soutien de l'hégémonie bourgeoise et, donc, le principal instrument dont se servait la bourgeoisie capitaliste italienne, avec l'appui de la couronne, pour, d'une part, réprimer le mouvement ouvrier et paysan et défendre son pouvoir politique et pour, d'autre part, poursuivre ses visées expansionnistes et impérialistes. Cela voulait dire

que, d'après la grande majorité des socialistes, le danger de la guerre ne pouvait être éloigné qu'en éradiquant le militarisme et, dans le même temps, que les tendances militaristes pourraient être vaincues seulement dès lors que le prolétariat s'emparerait du pouvoir. Aussi la prise du pouvoir par la classe des travailleurs constituait-elle pour eux la prémisse indispensable, la condition nécessaire pour parvenir à une paix durable²².

- 40 Or, aucun des pacifistes bourgeois, même parmi ceux aux idées plus larges, n'était d'accord avec cette conception de classes, qui selon eux comportaient d'ailleurs des conséquences antipatriotiques aussi évidentes que dangereuses. Comme l'a très bien expliqué Norberto Bobbio il y a quelques années²³, leur pacifisme était un pacifisme essentiellement juridique, qui avait pour objectif de parvenir à la paix à travers le droit. Autrement dit, ils aspiraient, suivant une démarche conceptuelle de nature typiquement kantienne, à remplacer le droit du plus fort par la force du droit. En outre, ils considéraient la guerre comme un fait lié à l'existence de l'État en tant que tel, quelles que soient sa structure économique et son idéologie politique. Pour les pacifistes démocratiques, en somme, la guerre n'était rien d'autre qu'un des moyens auxquels les gouvernements avaient recours pour résoudre les différends qui pouvaient naître entre les États. La seule voie possible pour éliminer le risque de guerre était donc la constitution à l'échelle mondiale d'un État supranational ou, du moins, d'un organisme d'arbitrage supranational, c'est-à-dire d'une autorité supérieure aux différents États chargée de déterminer, en cas de conflits, qui eût raison et qui tort et d'imposer, aussi par la force si nécessaire, ses décisions. Un tel système permettrait d'éviter même les guerres que presque tous les pacifistes bourgeois estimaient justes et légitimes, à savoir celles pour se défendre d'une agression extérieure ou pour conquérir l'indépendance nationale ou encore celles pour s'affranchir d'un régime tyrannique.
- 41 Le pacifisme des socialistes, en revanche, était un pacifisme fondamentalement social, puisqu'il tentait d'arriver à la paix au moyen de la révolution sociale. Selon eux, les guerres constituaient un événement qui ne dépendait pas de l'État en soi, mais de l'existence d'une certaine forme d'État : celui fondé sur l'oppression de classe dans ses relations internes et sur l'expansionnisme impérialiste dans ses relations externes. Ils voyaient dans la guerre le fruit de différends provoqués non par la configuration de la communauté internationale, mais par la structure sociale et par la politique extérieure de certains États. Le remède par excellence contre la guerre ne pouvait être dès lors que la transformation de l'organisation sociale capitaliste, c'est-à-dire le passage du capitalisme au socialisme. Il en ressortait que pour eux la seule guerre juste était la guerre révolutionnaire, non celle de défense contre une menace extérieure, ni celle pour l'indépendance nationale, ni, moins encore, la guerre interne pour la simple instauration ou restauration de la démocratie politique bourgeoise.
- 42 Tout cela rendait en pratique le pacifisme essentiellement juridique des pacifistes démocrates et celui fondamentalement social des socialistes antithétiques et donc, en substance, inconciliables. Pensons, en effet, au but ultime qu'ils se fixaient : tandis que le premier désirait la création d'un État au-dessus des États, sublimant au final, dans un certain sens, la notion d'État, le second visait quant à lui la suppression de l'institution étatique, puisque c'était précisément par elle que la bourgeoisie capitaliste assujettissait et opprimait le prolétariat.
- 43 S'ils ne réussirent pas à faire évoluer le mouvement pour la paix d'un petit mouvement d'élite à un large mouvement de masse, les dirigeants pacifistes italiens ne furent pas

non plus capables de transformer les idées antimilitaristes, anticolonialistes et pacifistes qu'ils défendaient de simple sujet de discussion théorique, de propagande ou de protestation générale en instances précises soutenues par un large consensus et, en tant que telles, susceptibles d'avoir un réel poids politique. En outre, pour ce qui était de la baisse des armements, de l'institution de l'arbitrage international comme moyen d'aplanir les différends entre les États et, enfin, de l'instauration d'une paix juste et durable, tous les pacifistes bourgeois, italiens et étrangers, continuèrent au final à faire appel et à faire confiance exclusivement à la bonne volonté des différents gouvernements, de ces mêmes gouvernements qui quelques années plus tard entraîneraient l'Europe, et pas seulement, dans la Grande Guerre.

- 44 Pour toutes ces raisons, les efforts accomplis par les représentants des associations italiennes pour la paix ne produisirent aucun effet concret. En définitive, à l'intérieur du pays ils réussirent à obtenir un seul résultat de relative importance, quoique de nature purement morale, lorsqu'en février 1906, après des années de sollicitation de la part des sociétés pacifistes italiennes, le ministre de l'instruction publique de l'époque, Paolo Boselli, décida que le 22 février de chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de George Washington, fût célébrée dans tous les établissements scolaires du Royaume la « Fête mondiale de la Paix », comme cela se produisait déjà depuis quelques temps dans certains États européens et américains. Leur espoir était de faire en sorte que dans une école comme l'école italienne, caractérisée par la tendance à exalter les modèles d'héroïsme militaire, très souvent liés à la rhétorique du *Risorgimento*, les enfants et les adolescents fussent éduqués à d'autres valeurs, à savoir la fraternité entre les peuples, le travail, la science, le progrès économique et social, ou, du moins, qu'ils le fussent beaucoup plus que ce qui se faisait normalement.
- 45 Cependant, la cohésion et l'uniformité de vues dont le pacifisme « officiel » italien fit presque toujours preuve à la suite du congrès national de Rome de 1889, associées à la ferme volonté de ses principaux dirigeants, lui permirent de recevoir également, en 1907, une reconnaissance internationale d'une importance extraordinaire. En décembre de cette année-là, en effet, le prix Nobel pour la paix fut accordé au plus éminent de ses représentants, Moneta²⁴. Le principal artisan de l'attribution du prix Nobel à Moneta fut Giretti, qui, sur une suggestion de Pareto, s'activa plus que quiconque, dès 1902, pour recueillir les signatures nécessaires en vue de proposer formellement sa candidature au « Comité pour le prix Nobel » du Parlement norvégien²⁵.
- 46 L'essor difficile du mouvement pacifiste démocratique italien fut interrompu brusquement, à l'automne 1911, par la guerre qui éclata en Libye, laquelle constitua un événement traumatisant pour le pacifisme « officiel » italien, puisqu'il le divisa en deux branches, provoquant en son sein une profonde crise d'identité et marquant ainsi le début de son déclin²⁶.

NOTES

1. *Statuto della Società per l'Arbitrato Internazionale e per la Pace in Torino*, Turin, Tipografia del « Commercio », [début] 1909, p. 3.
2. « *Gazzetta Piemontese* » (Turin), *Comitato provvisorio della Lega per la pace e l'arbitrato internazionale*, 11-12 mai 1890, p. 3 ; *ibid.*, *Per la pace*, 19-20 mai 1890, p. 2 ; Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano tra Ottocento e Novecento. Un profilo storico-politico*, thèse pour le doctorat en Sciences historiques présentée à l'Université du Piémont oriental « Amedeo Avogadro », juillet 2014, p. 43.
3. Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano...*, *op. cit.*, p. 68.
4. Angelo Mazzoleni, *L'Italia nel movimento per la pace*, par les soins de la Società internazionale per la pace e l'arbitrato-Unione lombarda, Milan, Tipografia Cooperativa Insubria, 1891, p. 13 ; et Società internazionale per la pace-Unione lombarda, *Sette anni d'esistenza. Un po' di storia - Statuto - Comitato - Elenco dei soci - Speranze nel futuro*, Milan, Stabilimento Demarchi, 1894, p. 3.
5. Angelo Mazzoleni, *L'Italia nel movimento per la pace*, *op. cit.*, p. 13.
6. Sur la Società per la pace e l'arbitrato internazionale de Pérouse voir Lucio D'Angelo, « Il pacifismo democratico in Umbria nel periodo liberale. Leopoldo Tiberi e la Società per la pace e l'arbitrato internazionale di Perugia », *Rassegna storica del Risorgimento*, n° 2, 1998, p. 185-204 ; *id.*, « Il pacifismo democratico in Umbria prima di Aldo Capitini », dans Gian Biagio Furiozzi (dir.), *Aldo Capitini tra socialismo e liberalismo*, Milan, FrancoAngeli, 2001, p. 39-51 ; Lucio D'Angelo, « Il pacifismo democratico umbro tra realtà locale e dimensione europea : gli "Appunti per la storia della Società per la Pace ed Arbitrato di Perugia" di Edoardo Vignaroli », dans Stefania Magliani (dir.), *L'Umbria e l'Europa nell'Ottocento*, Rome, Edizioni dell'Ateneo, 2003, p. 373-403.
7. Sur le Comitato per la pace de Torre Pellice voir Lucio D'Angelo, « Edoardo Giretti, i valdesi e il Comitato per la pace di Torre Pellice (1896-1916) », *Bollettino della Società di Studi valdesi*, n° 192, 2003, p. 103-126.
8. Naïf Tourn, *L'opera della pace e i suoi progressi. Conferenza tenuta in Torre Pellice il 22 febbraio 1897*, par les soins de la Società internazionale per la pace-Comitato di Torre Pellice, Torre Pellice, Tipografia Alpina, 1897, p. 6 ; et Sandi E. Cooper, *Patriotic Pacifism. Waging War on War in Europe, 1815-1914*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1991, p. 215-216.
9. Naïf Tourn, *L'opera della pace e i suoi progressi*, *op. cit.*, p. 6.
10. « La Favilla » (Pérouse), janvier-février 1908, p. 273-274, *III Congresso Nazionale delle Società Italiane per la Pace*.
11. Lucio D'Angelo, *Edoardo Giretti...*, *op. cit.*, p. 108-109, 122-123.
12. Sandi E. Cooper, *Patriotic Pacifism*, *op. cit.*, p. 140-160 ; Pietro Pàstena, *Breve storia del pacifismo in Italia. Dal Settecento alle guerre del terzo millennio*, Acireale-Rome, Bonanno, 2005, p. 75-79 ; Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano...*, *op. cit.*, p. 199-233, 268, 279-280.
13. Sandi E. Cooper, *Patriotic Pacifism*, *op. cit.*, p. 8, 45-49, 91-115 ; Pietro Pàstena, *Breve storia del pacifismo in Italia*, *op. cit.*, p. 52, 56, 60, 61, 65, 66, 69-72, 74, 78, 86 ; Alessandro Polsi, « Mito politico e risultati pratici di un'idea : l'arbitrato internazionale (1870-1911) », *Storia Amministrazione Costituzione*, n° 18, 2010, p. 179-227 ; Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano...*, *op. cit.*, p. 165-198, 280-281.
14. Lucio D'Angelo, *Pace, liberismo e democrazia. Edoardo Giretti e il pacifismo democratico nell'Italia liberale*, Milan, FrancoAngeli, 1995, p. 35, note 48.
15. Notices d'après : *La Vita Internazionale* (Milan), 20 settembre 1911, p. 476, *Movimento pacifista. Società Operaia Pro Arbitrato e Disarmo* ; Archivio Centrale dello Stato (Rome), *Ministero dell'Interno, Direzione Generale della Pubblica Sicurezza, Divisione Affari Generali e Riservati, Casellario Politico Centrale (1896-1945)*, b. 727, fasc. « Bonfatti Teresita », rapport du préfet de Milan, Carlo

Panizzardi, du 8 décembre 1911 ; Museo del Risorgimento (Milan), *Archivio Arcangelo Ghisleri*, cart. 8, a. 1913, lettre de Alma Dolens à Arcangelo Ghisleri du 26 février 1913 ; *Coenobium* (Lugano), 31 marzo 1913, p. 62, *Guerra alla guerra! Per l'idealità della pace. I pacifisti italiani* ; L'Archivista, *Echi della guerra di Tripoli. Torti e colpe dell'organo dell'Unione Lombarda*, dans *Guerra alla Guerra!* (Milan), avril-mai 1913, p. 39.

16. Fulvio Conti, « Da Ginevra al Piave. La Massoneria italiana e il pacifismo democratico (1867-1915) » [2004], dans *id.*, *Massoneria e religioni civili. Cultura laica e liturgie politiche fra xviii e xx secolo*, Bologna, Il Mulino, 2008, p. 101-131.

17. Cesare Facelli et Luigi Morandi (dir.), *Atti del Congresso di Roma per la Pace e per l'Arbitrato internazionale (12-16 Maggio 1889)*, Città di Castello, Lapi, 1889, p. 85-94.

18. Lucio D'Angelo, *Pace, liberismo e democrazia*, *op. cit.*, *passim* ; et *id.*, *Il tramonto di un'illusione. Edoardo Giretti e il movimento liberista italiano dalla prima guerra mondiale al fascismo*, Bologne, Il Mulino, 2011, *passim*.

19. Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano...*, *op. cit.*, p. 51.

20. Lorenzo Strik Lievers, « L'antimilitarismo socialista e la questione della rivoluzione borghese nel primo decennio di vita del PSI », dans *Prampolini e il socialismo riformista*, vol. II, Rome, Istituto Socialista di Studi Storici, 1981, p. 118-126, 129-131 ; Gianni Oliva, *Esercito, paese e movimento operaio. L'antimilitarismo dal 1861 all'età giolittiana*, Milan, FrancoAngeli, 1986, p. 123-125, 132-137, 139, 146-149, 151, 155 ; Ruggero Giacomini, *Antimilitarismo e pacifismo nel primo Novecento. Ezio Bartolini e « La Pace »*. 1903-1915, Milan, FrancoAngeli, 1990, p. 50, 64 ; virgilio Ilari, *Storia del servizio militare in Italia*, vol. II, *La « nazione armata » (1871-1918)*, Rome, Centro Militare di Studi Strategici-« Rivista Militare », 1990, p. 371-373.

21. Israel Angelo Foa (dir.), *Atti del Congresso Nazionale delle Società per la Pace in Torino (29, 30, 31 Maggio e 2 Giugno 1904)*, Turin, Stamperia Reale Paravia, 1905, p. 25-26, 36-37, 42, 57, 66-77, 89-90.

22. Norberto Bobbio, *Il problema della guerra e le vie della pace* [1979], Bologne, Il Mulino, 1991, p. 83-86, 145 ; Lorenzo Strik Lievers, « L'antimilitarismo socialista e la questione della rivoluzione borghese... », *art. cit.*, p. 116-118, 121-123 ; Franca Pieroni Bortolotti, *La donna, la pace, l'Europa. L'Associazione internazionale delle donne dalle origini alla prima guerra mondiale*, Milan, FrancoAngeli, 1985, p. 213, 219, 227-228, 255-261 ; Gianni Oliva, *Esercito, paese e movimento operaio...*, *op. cit.*, p. 121-127, 133-137, 146-149 ; Ruggero Giacomini, *Antimilitarismo e pacifismo...*, *op. cit.*, p. 14, 17, 19, 26-27, 70, 153, 165, 208-210, 212, 216 ; Pietro Pàstena, *Breve storia del pacifismo in Italia*, *op. cit.*, p. 86-89 ; Luigi Scoppola Iacopini, « I socialisti italiani di fronte al bivio della pace e della guerra (1904-1917) », dans Luigi Goglia, Renato Moro et Leopoldo Nuti (dir.), *Guerra e pace nell'Italia del Novecento. Politica estera, cultura politica e correnti dell'opinione pubblica*, Bologne, Il Mulino, 2006, p. 65-72 ; Renato Girardi, *Il pacifismo democratico italiano...*, *op. cit.*, p. 245-248, 256-258.

23. Norberto Bobbio, *Il problema della guerra e le vie della pace*, *op. cit.*, p. 83-86, 93-94, 145.

24. Cet événement revêt aujourd'hui une valeur plus grande encore, si l'on pense qu'il est le seul Italien ayant obtenu cette distinction.

25. Lucio D'Angelo, *Pace, liberismo e democrazia*, *op. cit.*, p. 76-80 ; et Francesca Canale Cama, *La pace dei liberi e dei forti. La rete di pace di Ernesto Teodoro Moneta*, Bologne, Bononia University Press, 2012, p. 124, 126-130.

26. Lucio D'Angelo, « Il pacifismo democratico italiano, l'impresa di Libia e l'antinomia fra il "supremo interesse della Patria" e la fedeltà agli ideali pacifisti », dans Luca Micheletta et Andrea Ungari (dir.), *L'Italia e la guerra di Libia cent'anni dopo*, Rome, Studium, 2013, p. 65-91.

RÉSUMÉS

Durant les quinze dernières années du XIX^e siècle, la mise en place d'une politique d'expansion coloniale et les lourdes défaites à répétition subies en Éthiopie par le contingent militaire italien, qui accrurent l'aversion à l'égard des guerres de conquête et du gaspillage d'argent public, favorisèrent la naissance, en Italie, d'un certain nombre d'associations pacifistes bourgeoises. La première fut constituée en 1885 à Turin; la deuxième, l'*Unione lombarda*, la plus importante des associations italiennes pour la paix, en 1887 à Milan. À partir de ce moment-là, des sociétés «pacifiques» émergèrent peu à peu dans différentes villes du Royaume, dans le but de diffuser les principes de paix, de fraternité entre les peuples et d'arbitrage international. Bien qu'animé des meilleures intentions, le mouvement pacifiste démocratique italien ne réussit pourtant à obtenir aucun résultat concret à l'intérieur du pays, principalement à cause du fait qu'il resta toujours un mouvement d'élite et ne rechercha jamais quelque forme d'entente avec le pacifisme de nature socialiste. Sur le plan international, en revanche, il obtint une reconnaissance d'une importance extraordinaire avec l'attribution, en 1907, du prix Nobel pour la paix au plus éminent de ses représentants, le Milanais Ernesto Teodoro Moneta, le seul Italien ayant obtenu cette distinction.

In the last fifteen years of the nineteenth century, the implementation of a politics of colonial conquest and the many defeats Italian forces suffered in Ethiopia aroused people's hostility against military conquests and the waste of public money. They also favoured the creation of many bourgeois pacifist associations. The first one was founded in Turin in 1885; the second one, named l'Unione Lombarda, the most important one, was created in Milan in 1887. From then onwards other pacifist associations were created in other cities of the Italian kingdom: all aimed at disseminating fundamental principles concerning brotherhood among peoples and international arbitration in the pursuit of peace. In Italy the democratic pacifist movement, despite acting with the best intentions, failed to achieve any effective result, mainly because it was always confined to an elite group and never negotiated any agreement with socialist pacifist movements. Conversely, it earned widespread, international praise when the 1907 Nobel prize for peace was awarded to its most outstanding representative, Milan-born Ernesto Teodoro Moneta, the only Italian who has won it ever since.

INDEX

Mots-clés : Italie, pacifisme démocratique, Ernesto Teodoro Moneta, Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale, arbitrage international

Keywords : Italy, democratic pacifism, Ernesto Teodoro Moneta, Unione lombarda per la pace e l'arbitrato internazionale, international arbitration

AUTEUR

LUCIO D'ANGELO

Professeur d'histoire contemporaine au Dipartimento di Lettere (Lingue, letterature e civiltà antiche e moderne) de l'université de Pérouse. Il est l'auteur de huit livres (dont le dernier : *Il tramonto di un'illusione. Edoardo Giretti e il movimento liberista italiano dalla prima guerra mondiale al fascismo*, Bologne, Il Mulino, 2011 – Premio Giuseppe Imbucci 2012) et près de cinquante travaux. Au mouvement bourgeois pour la paix en Italie il a consacré *Pace, liberismo e democrazia*. Edoardo

Giretti e il pacifismo democratico nell'Italia liberale, Milan, FrancoAngeli, 1995 et onze études.

lucio.dangelo@unipg.it